ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973

5e Circonscription de Meurthe-et-Moselle

Chères Electrices, chers Electeurs, du Toulois, du Thiaucourtois, du Saintois,

Le gaullisme est mort. Le culte du souvenir qu'entretient le Député de la circonscription mérite hommage et respect. Il ne saurait cependant être autre chose qu'une illusion et ne constitue en aucune façon une réponse aux questions que les Français peuvent se poser.

Le PARTI SOCIALISTE a une ambition beaucoup plus grande. Il se propose, à travers son programme et le programme commun de gouvernement, de CHANGER LA VIE ! L'Union de la Gauche en sera le moteur.

Le Parti Socialiste, le Parti Communiste et les Radicaux de Gauche ont conclu, en signant le programme commun, un pacte de gouvernement pour la durée d'une législature, pacte tout orienté vers l'avenir.

Il veut assurer à la fois la démocratie, le progrès économique et social et la paix.

Ce faisant, il entend servir les intérêts de la région et de l'ensemble des cantons qui constituent la circonscription.

Face à la politique réactionnaire qui entretient des conditions de vie déplorables pour des millions de travailleurs des villes et des campagnes, il fallait préparer une relève cohérente.

Seule l'union de l'ensemble des exploités contre les exploiteurs pouvait permettre un véritable changement de politique.

Tout indique qu'une grande partie de l'opinion publique française souhaite, à travers l'union de la Gauche, un changement fondamental de la politique.

C'est pourquoi le Parti Socialiste condamne tout aussi bien les tenants de la majorité gouvernementale — et M. FOUCHET, quoi qu'il en dise, est l'un de ceux-là — que les centristes ou les pseudo réformateurs, qui s'apprêtent à servir de roue de secours à la majorité.

Il n'est pas inutile de s'apesantir sur la manœuvre de diversion que constitue une candidature de « contrat social ». Le contrat social en question s'inspire de M. Edgar FAURE, Ministre du Gouvernement de M. MESSMER ! pratiquant une politique rétrograde qui ne peut en aucune façon donner satisfaction à aucune des catégories sociales, sauf à celles dont la seule motivation est la recherche du profit.

Le Parti Socialiste vous rappelle, en votant pour ses candidats, à participer à l'œuvre de rénovation du pays qu'il vous propose.

ASSURER LA DEMOCRATIE, cela signifie que tous les Français doivent participer à la gestion et à la décision en matière politique, économique et sociale.

Il n'est plus supportable qu'une partie de la nation colonise l'Etat sous couvert du gaullisme ou de ce qu'il en reste.

Tout au long des 14 années au cours desquelles le Général de Gaulle et son successeur M. POMPIDOU ont gouverné la France, les Socialistes n'ont cessé de revendiquer un régime politique où tous les citoyens, sans distinction d'opinions, quelles que soient leurs convictions philosophiques ou religieuses, auraient la possibilité de se faire entendre, de s'exprimer.

Le Pouvoir, en réponse, a tenté par tous les moyens de coloniser les moyens d'expression. Il a fait de l'O.R.T.F. un instrument au service de sa politique. Il n'y a pas de jour où la propagande gouvernementale ne vienne inonder les foyers français par la radio ou la télévision.

Les oppositions, quelles qu'elles soient, syndicales ou politiques, n'ont jamais reçu le droit d'expression que toute démocratie normale leur aurait garanti.

Le Parti Socialiste veut que CELA CHANGE !

Il n'y a pour lui d'autre objectif que la **défense de la Liberté et des libertés,** aussi bien au bénéfice des citoyens que des collectivités locales.

L'agression à laquelle se livre à l'heure actuelle le Pouvoir contre l'autonomie communale en surchargeant les communes de responsabilités qui ne sont pas les leurs, montre bien les objectifs du Pouvoir : assurer l'autorité d'un Etat tout puissant à l'encontre de tout ce qui, dans la tradition politique démocratique, incarne la défense des droits des citoyens et de ceux qui les représentent.

C'est la raison pour laquelle le Parti Socialiste condamne la loi sur les FUSIONS DE COMMUNES, qui vise essentiellement à détruire l'un des derniers bastions de la défense des libertés individuelles.

Cet arbitraire, on le retrouve également dans la vie économique.

DEMOCRATISER L'ECONOMIE

Depuis le coup d'Etat de Mai 1958, jamais les puissances économiques ne se sont senties aussi à l'aise. Elles ont littéralement « colonisé » l'Etat. Un certain nombre d'entre elles reçoivent des subventions considérables sans aucun profit pour la collectivité nationale puisqu'elles tentent par tous les moyens d'orienter leurs activités pour la seule recherche du profit à l'encontre de l'intérêt général.

C'est pourquoi le Parti Socialiste, **aussi bien dans son programme que dans le programme commun,** estime que les travailleurs doivent recevoir les droits et garanties qui leur permettent de contrôler le fonctionnement de l'économie, aussi bien sur le plan national que dans le cadre des entreprises.

C'est pourquoi le programme commun propose un certain nombre de nationalisations, afin que dans les secteurs clés de l'économie, l'intérêt général l'emporte toujours sur les intérêts particuliers.

Pour ce qui regarde **l'agriculture,** le Parti Socialiste considère que tous les paysans ont droit à un niveau de vie convenable, à une sécurité sociale normale, et qu'il importe de protéger leur outil de travail qu'est la terre. Cela signifie, en particulier, que celle-ci ne soit pas dévolue à des gens qui en font profit ou motif à spéculation, mais à ceux qui la travaillent.

Les agriculteurs doivent être associés à toutes les politiques de préservation du milieu naturel qui sont mises en œuvre. Il n'y a pas — et il ne peut y avoir — une politique de protection de la nature sans le concours du monde agricole.

Il est bien évident que le Parti Socialiste a toujours eu comme premier souci, et l'exemple du Front Populaire est là pour le rappeler, le développement d'une politique sociale conséquente.

ASSURER UNE POLITIQUE SOCIALE EFFICACE

Dans ce monde qui abonde en richesses, le Parti Socialiste est plus particulièrement sensible à la situation de ceux qui sont soumis au terrible pouvoir de la puissance économique.

C'est pourquoi, comme cela est indiqué dans le Programme Commun, il ne doit plus y avoir dans notre pays **aucun salaire inférieur à mille francs par mois.**

Les Vieux doivent recevoir les moyens d'existence qui leur permettent de vivre. La retraite à 60 ans est une nécessité.

Les jeunes, comme les femmes, doivent se voir libérer de toutes les sujétions de la société de consommation. Le droit à l'emploi est un droit imprescriptible. Il ne doit être soumis en aucune façon aux impératifs d'une production sur laquelle les travailleurs n'ont aucun contrôle.

Le Parti Socialiste pense, d'une façon générale, que **le Programme Commun doit déboucher vers des formes d'autogestion de l'économie** qui font que les motifs sociaux auront autant d'importance que les justifications économiques quant à la détermination des choix qui doivent conduire à la prospérité nationale.

Pour aboutir à de tels résultats, il faut s'employer à assurer la Paix.

DEFENDRE LA PAIX

Dans sa longue histoire, le Parti Socialiste a toujours lutté pour la Paix. Il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1914 l'un des plus prestigieux socialistes de tous les temps, Jean Jaurès, a été assassiné parce qu'il était contre la guerre sous toutes ses formes !

La guerre doit être bannie !

— C'est pourquoi il importe que la France participe aux Conférences sur le désarmement. C'est pourquoi il importe que la France s'insère dans un processus d'intégration démocratique de l'Europe où les travailleurs de l'industrie et des champs seront représentés et pourront faire entendre leur voix. L'Europe des « Affaires » doit être condamnée sans rémission. Le Parti Socialiste s'emploiera à lutter, comme il est écrit dans son programme et dans le Programme Commun de Gouvernement, pour une démocratisation de l'Europe.

Seule, d'ailleurs, la construction d'une Europe puissante permettra de lutter contre l'hégémonie des blocs qui tentent de se partager le monde.

DÉFENSE DE LA RÉGION

C'est dans ce cadre général que se situe cette lutte.

Il n'est pas possible de laisser le développement économique de la région du TOULOIS, du THIAUCOURTOIS, et du SAINTOIS s'organiser sans le concours de l'ensemble de la population.

La façon anarchique dont est conduit, à l'heure actuelle, le développement industriel sur l'axe Toul-Nancy permet de nourrir les plus grandes craintes, aussi bien pour ce qui concerne le développement économique réel que pour ce qui est de la lutte contre la pollution et la sauvegarde de la qualité de la vie.

Il faut, certes, créer des zones industrielles, mais il faut veiller à ce qu'elles correspondent aux nécessités économiques, à court à moyen et à long terme. Et il faut en plus veiller à ce que l'on ne crée pas dans l'ensemble de la circonscription des zones de récession.

La façon dont est conduite, avec la complicité du Pouvoir, l'industrialisation de la région de Toul montre que l'on est guidé uniquement par le souci d'assurer le profit maximum aux entreprises capitalistes que l'on invite à investir.

Les jeunes ne trouvent pas d'emploi parce que l'on n'a pas prévu les moyens de formation professionnelle nécessaires.

Le développement de l'emploi féminin est complètement négligé.

Dans la circonscription, jeunes et femmes ne trouvent pas d'emplois, car la formation professionnelle est ou insuffisante ou inadaptée aux besoins.

Tout le monde sait qu'une région ne peut se développer économiquement que si les moyens de transport et les infrastructures nécessaires sont développés d'une façon suffisante.

Or, dans la région, à part les efforts faits pour l'amélioration de la Route Nationale 4, on peut douter que l'infrastructure routière permette une industrialisation suffisante.

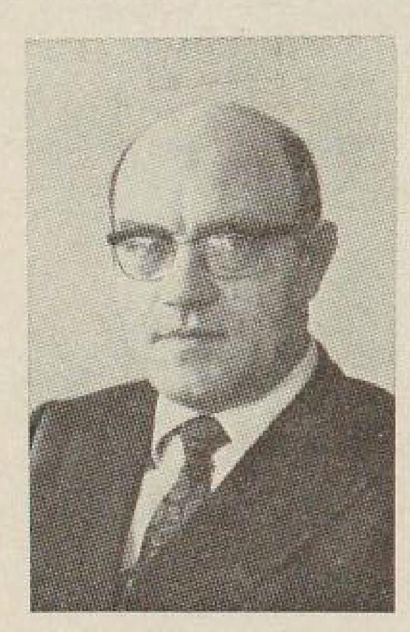
On a trop l'impression que les Pouvoirs Publics essaient de transformer l'ensemble de la Circonscription en une sorte de cul-de-sac !

Si l'on veut que cette région vive, il faut lui offrir non seulement des débouchés vers le Nord de l'Europe, mais encore des possibilités d'accès au Sud de la France et au Bassin Méditerranéen.

C'est pour CHANGER LA VIE que, le 4 Mars, VOUS VOTEREZ POUR L'EQUIPE DU PARTI SOCIALISTE.

Ce faisant, vous manifesterez VOTRE VOLONTE D'UN CHANGEMENT POLITIQUE ET D'ASSURER L'AVENIR DE LA REGION !

C'est pourquoi, VOUS VOTEREZ :



Jean FEIDT

39 ans

Chef de Division au Parlement Européen

Président du Comité du Personnel du Parlement Européen

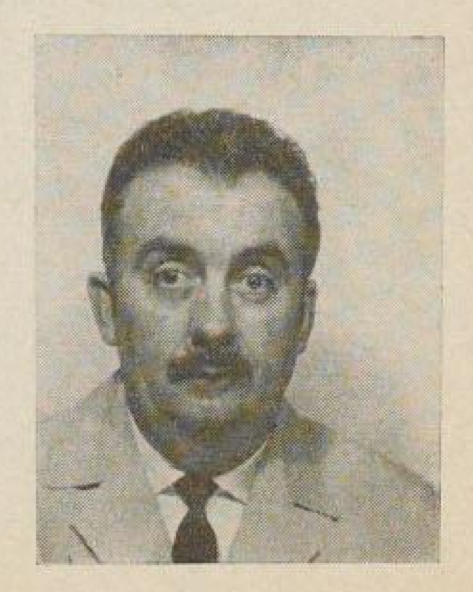
Licencié en Droit

Diplômé de sciences politiques

4 enfants.

Suppléant :

Georges BOURGEOIS



41 ans - 3 enfants

Employé du Trésor

Ancien Conseiller Municipal de Toul

Responsable syndical

Président d'Association de Parents d'Elèves

VU, le Candidat

IMP. NANCÉIENNE - NANCY